

C'est la crise, mais pas pour tout le monde !

Dans la série pendant que l'immense majorité de la population souffre des conséquences de la spéculation financière, parmi ceux qui continuent à se remplir les poches :

- Le directeur général de la société Havas vient de recevoir en guise de cadeau de départ une somme de 12 millions d'€ sur 5 ans
- Les deux dirigeants du groupe Crédit Mutuel de Bretagne ont vu en 2010 leurs rémunérations respectives augmenter de 51 % et 53 %. ! A quand la hausse des salaires ?

La gauche prend le Sénat...

Le PS parle de « victoire historique »... A voir l'empressement des élus de gauche à vider les buffets dressés sous les ors du palais du Luxembourg, on peut se demander à qui va réellement profiter « la victoire ». Le Sénat n'a aucun réel pouvoir décisionnel puisqu'en cas de litige avec l'Assemblée nationale, c'est elle qui a le dernier mot.

Et surtout, cette assemblée archaïque est bien plus connue pour ses grasses indemnités (12 000 € mensuels + 7 000 € pour les collaborateurs, voiture de fonction avec chauffeur pour les chefs de groupe...) pour politiciens en fin de vie, de droite comme de gauche, que pour être un lieu d'agitation radicale.

D'ailleurs, son nouveau président PS Jean-Pierre Bel s'est empressé de dire que son parti « ne ferait pas d'obstruction » sur les prochains textes qui seront soumis au vote, notamment la loi de financement de la Sécu ou le budget 2012. Il est dans la ligne du programme que le PS défendra en 2012 : le retour à un déficit de 3 % en 2013... ce qui répond exactement aux mêmes préoccupations que Sarkozy !

Et ils viennent d'élire un UMP à la tête de la commission des finances. Aujourd'hui au Sénat, et peut-être demain à l'Élysée, le Parti socialiste ne promet même plus des lendemains qui chantent.

Evreux : Hausse des tarifs de cantine et des centres de loisirs. Hausse des impôts fonciers (6 % en centre ville)

Le 30 mai 2011, vote unanime du Conseil municipal (gauche et droite) pour augmenter les tarifs de cantine (maxi à 6,5 €) et des centres de loisirs (le maxi passe de 12,53€ à 20€ !), aux dépens des familles. Depuis le maire propose de réduire un peu les tarifs maximums mais le mal est fait.

Pour joindre et rejoindre le NPA : npa-27@hotmail.fr

Nom :Adresse :

.....Mail :

Site Eure NPA-27: <http://bulletindestravailleursover-blog.com>



Comité d'Evreux du Nouveau Parti Anticapitaliste

Pour nous contacter : npa-27@hotmail.fr

Tel : 06 88 16 08 65

Samedi 8 octobre 2011

Emprunts toxiques, cinq villes de l'Eure touchées

En France, 25 milliards d'euros ont été consentis par la banque Dexia aux collectivités territoriales et le surcoût s'élèvera à 3,9 milliards, au minimum.

Mais l'addition pourrait encore grimper. Dexia elle n'est pas la seule à avoir distribué des emprunts toxiques. Il y a les Caisses d'Épargne, la Société générale, le Crédit agricole....

Des élus de toutes couleurs politiques (UMP, Centre, Verts, PS et PCF), se targuant pourtant de « savoir gérer », ont succombé aux sirènes des prêts toxiques. Aucun avertissement n'a été pris en compte.

Prendre des mesures d'urgence

Il est plus que temps de mettre les banques hors d'état de nuire en les plaçant sous le contrôle des peuples. Mais attention au risque de « vraies-fausses nationalisations ».

Dexia a déjà été renflouée en 2008 mais ces trois dernières années elle a dû vendre 80 milliards d'actifs et s'apprête à céder 20 milliards supplémentaires. Une nationalisation ne doit pas être le prétexte à une nouvelle socialisation des pertes. Elle doit consister à prendre le contrôle démocratique du secteur bancaire, pas à le subventionner aux frais du contribuable !

Les 5 villes de l'Eure avec montants et % des surcoûts des emprunts.

Val de Reuil : 7 706 000 € + 32,15 % ; Verneuil/Avre : 699 000 € + 13,13 ;

Louviers : 1 818 000 € + 12,47 % ; Brionne : 273 000 € + 10,8 % ;

Evreux : 905 000 € + 3,94 %

Refusons de payer la crise des capitalistes !

Les confédérations syndicales appellent à manifester mardi 11 octobre. Faisons de cette journée une première étape contre la politique de Sarkozy et du MEDEF.

Ils ont spéculé et maintenant ils veulent nous faire payer !

Chaque jour apporte un nouvel épisode de la crise : les bourses qui dégringolent, les banques mises en difficulté pour avoir trop spéculé, un pays entier au bord de la faillite...

Et le résultat ce sont des entreprises qui prévoient fermetures et licenciements, ce sont des politiques d'austérité toujours plus dures. Pour les gouvernements et les employeurs, les solutions sont toujours les mêmes : réduction des salaires, augmentation de la productivité, report de l'âge de départ en retraite, licenciements, suppressions de postes dans les services publics.

Ils ont tous la même idée : nous faire payer la crise d'un système économique au bord de l'asphyxie. De la Grèce au Portugal, en passant par l'Italie, la France ou l'Allemagne ce sont les travailleurs qui doivent accepter l'austérité pour rembourser la dette des États. Pourtant la dette publique provient des exonérations et réformes fiscales qui ont bénéficié aux entreprises et aux plus riches. Elle est aussi le résultat de tous les plans de sauvetage des banquiers qui ont permis à ces derniers de spéculer de plus belle, y compris contre les États !

Il n'y a pas de fatalité...

Dans de multiples entreprises, les travailleur(se)s résistent. Ceux de Fralib occupent l'usine pour empêcher sa fermeture. Ceux de la Fonderie du Poitou refusent par la grève la baisse de leur salaire de 25%. Ceux de Goodyear, de Lafarge, de la raffinerie de Berre, du haut fourneau de Florange font grève, manifestent, séquestrent leurs employeurs, font la grève de la faim pour défendre leurs emplois, leurs salaires, leurs conditions de travail. Mardi 27, des dizaines de milliers d'enseignants du public et du privé se sont mobilisés contre la destruction planifiée de l'enseignement.

Ces derniers mois, les peuples du Maghreb ont montré que l'on peut bouleverser la scène politique par les mobilisations. En Grèce, en Espagne, les populations ne se résignent pas à l'austérité, à la misère.

On peut les faire reculer !

La solution n'est pas d'attendre 2012. Les principaux prétendants à la présidentielle sont d'accord pour revenir à un déficit de 3 % en 2013 et aucun ne défend ni le refus de payer la dette, ni un plan radical pour prendre sur les profits. Ce sera donc l'austérité contre les services publics et contre les classes populaires comme le font dès à présent les gouvernements socialistes en Grèce ou dans l'État espagnol.

L'urgence est de prendre le mal à la racine, de remettre en cause radicalement le remboursement de la dette et l'austérité. Seul le rapport de force construit dans les luttes, dans les manifestations peuvent contraindre patrons et gouvernement à reculer.

Une journée de mobilisation ne suffira évidemment pas. La mobilisation contre la loi Sarkozy-Fillon sur les retraites a montré que seul un mouvement gréviste prolongé, du public et du privé pourrait construire le rapport de forces nécessaire. Nous devons faire connaître, coordonner les luttes existantes, se battre pour leur extension et leur généralisation. Et déjà réussir cette journée du 11 octobre qui en appelle d'autres.



Philippe Poutou, ouvrier d'usine, est le candidat du NPA aux présidentielles. Pour défendre les intérêts des salariéEs contre les suppressions d'emplois, pour l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail, pour des augmentations de salaires (300 € nets pour tous, pas de salaire en dessous 1600 € nets, indexation des salaires sur les prix) et pour en finir avec la souffrance au travail. Sa candidature est l'occasion de faire entendre la révolte du monde du travail contre l'offensive des classes dominantes pour nous faire payer la crise du système capitaliste.

